

Contre toute nouvelle attaque de la part d'Israël

Pour la fin de tout blocus

Pour la destruction de l'État sioniste

Pour une Palestine socialiste

ISRAËL A MASSACRÉ LES PALESTINIENS DE GAZA

À partir du 27 décembre 2008 au 21 janvier 2009, un terrorisme d'État s'est déchaîné contre les habitants de la bande de Gaza qui vivaient déjà, pour la plupart, une existence précaire. Le 3 janvier, les chars et les troupes israéliennes sont entrés dans la bande de Gaza, après huit jours de bombardements intenses, terrestres, aériens et aériens, sur un petit territoire très dense où sont enfermés un million et demi de personnes. Pour empêcher les témoignages sur ses actes ignobles, l'armée israélienne a interdit aux journalistes et aux diplomates d'entrer à Gaza. Le 15 janvier, elle a même bombardé l'immeuble abritant les bureaux de plusieurs médias dont l'agence Reuters, les télévisions Fox, Sky ainsi que les chaînes Al-Arabiya et MBC.

Sous le prétexte de tirs de roquettes artisanales, une armée suréquipée a envahi une fois de plus les « Territoires palestiniens », détruisant une grande partie des entreprises et les infrastructures : tous les locaux administratifs et aussi une université, des écoles, des routes, une clinique... Elle aurait tué 1 000 Palestiniens et en aurait blessé plus de 4 500. Parmi les victimes, 75 % étaient des civils et plus de 20 % des enfants. L'armée sioniste a bombardé plusieurs hôpitaux, ainsi que des mosquées, le bâtiment de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (15 janvier), une école de l'ONU (6 janvier) et un convoi d'aide alimentaire de l'ONU (9 janvier). Le message d'Israël est que les Palestiniens ne peuvent bénéficier d'aucune protection et n'ont aucun espoir d'échapper à la barbarie.

Le gouvernement sioniste, posant à la victime, a justifié son attaque du fait de l'action de miliciens de Gaza qui envoyaient des fusées de fabrication artisanales (de faible portée et à pouvoir destructif réduit) vers Israël. Il dissimule que l'armée sioniste intervient tous les jours dans les villes de Cisjordanie, qu'une incursion à Gaza s'était déjà produite le 5 novembre 2008 en violation du cessez le feu qu'il avait conclu. Il cache que, le 19 décembre, le Hamas, le parti palestinien qui dirige la bande de Gaza, avait proposé de prolonger la trêve pour une durée illimitée en contrepartie de la levée du blocus criminel de la bande de Gaza, où vivent entassées un million et demi de personnes, comme dans une prison à ciel ouvert. La responsabilité du lancement des roquettes repose avant tout sur la bourgeoisie israélienne, son gouvernement oppresseur et son armée barbare.

La réalité est que cette attaque brutale était la poursuite de l'offensive engagée contre le peuple palestinien de Gaza le 28 février 1955 et qu'elle visait à liquider toute résistance envers l'occupation sioniste du territoire palestinien.

Selon la presse israélienne, cette opération avait été soigneusement préparée durant plus de 6 mois :

Une longue préparation, une récolte soigneuse des informations, des débats secrets, une fraude efficace et une information destinée à tromper le public – c'est tout cela qui il y a derrière l'opération Plomb fondu menée par les forces de défense israéliennes (IDF) contre les objectifs de Hamas dans la bande de Gaza ... (Haaretz, 11 janvier 2009)

Pour préparer son nouveau massacre, Israël avait accentué son blocus avec la complicité du gouvernement Mubarak d'Égypte, qui a fermé totalement sa frontière à Rafah. Le gouvernement de coalition israélien dirigé par Olmert, un personnage convaincu de corruption, a opéré avec l'appui explicite de l'administration Bush et implicite d'Obama, selon une entrevue accordée par son conseiller tandis que le futur Président jouait au golf à Hawaï :

Eh bien, il est certain que le Président élu est conscient qu'il existe une relation particulière entre l'Israël et les États-Unis. C'est un lien important, une relation importante. Et il entend en tenir compte... Il est clair que cette situation s'est compliquée ces deux derniers jours, ou y compris ces dernières semaines. Comme le Hamas a repris les lancements de fusées, Israël a répondu. (David Axelrod, CBS, 28 décembre 2008)

Depuis qu'Obama a gagné les élections, il n'a cessé de prononcer des discours en tant que « président élu » en essayant d'influencer les décisions du gouvernement sortant de Bush, mais devant le massacre sioniste du peuple palestinien, il s'est tué avec pour argument que les États-Unis devaient parler d'une seule voix, celle de leur président. Obama a immédiatement nommé Ramh Emanuel comme chef de cabinet, ce qui a été salué par les médias israéliens. Emanuel, fils d'un membre de l'organisation sioniste terroriste Irgun, a toujours été un partisan de la guerre contre l'Irak. Pendant son voyage pré-électoral en Israël, Obama avait pratiquement donné le feu vert à ces attaques en déclarant :

Si quelqu'un dirigeait des fusées sur la maison où dorment mes deux filles le soir, je ferais tout ce qui serait dans mon pouvoir pour l'arrêter... (La Nación, 19 décembre 2008)

Pour le porte-parole d'Obama, l'Israël n'a fait que se défendre. C'est également la position du président français, Nicolas Sarkozy. La « communauté internationale », sous la forme de l'ONU, s'est limitée à de creux appels au

cesser le feu, tandis que, dans les faits, elle tolérait que se perpétue le massacre (résolution 1860 du Conseil de Sécurité, résolution du 16 janvier de l'Assemblée Générale). La présidence tournante de l'Union européenne (UE, qui regroupe 27 États d'Europe sous la domination des impérialismes européens), qu'assumait alors la République tchèque, a commencé par des déclarations de Jiri Frantisek Potusnik, porte-parole du premier ministre Mirek Topolánek, dans lesquelles il a qualifié l'attaque israélienne de « *plutôt défensive qu'offensive, il s'agit d'un franchissement de la frontière de Gaza, il n'y a pas violence, il n'y a pas de victimes, nous attendons des informations supplémentaires et y reviendrons quand nous obtiendrons des détails* » (*Clarín*, 5 janvier 2009). La déclaration a servi à donner le change à la face du monde et a été reçue par Israël comme un signal d'encouragement.

Le 6 janvier, Hosni Mubarak (Égypte) et Nicolas Sarkozy (France) ont proposé la fin des hostilités pour négocier un plan de paix visant à garantir la sécurité aux frontières (entre Gaza et l'Égypte) et la cessation... des tirs de roquettes.

Tous les gouvernements bourgeois des pays arabes, y compris l'Autorité palestinienne minoritaire du Fatah ont réprimé les manifestations de solidarité ou ont maintenu une attitude de passivité absolue.

Après 23 jours de massacre et de destruction, le 19 janvier, l'armée israélienne a commencé à se replier des villes et s'est postée aux frontières de Gaza, pendant que le gouvernement d'Israël décrétait un cessez le feu, de manière unilatérale, coïncidant avec l'entrée en fonction présidentielle d'Obama. Ultérieurement, le Hamas a annoncé un cessez le feu pour 7 jours, conditionnant l'arrêt des envois de fusées au retrait total de l'armée sioniste de la bande de Gaza. Ainsi s'ouvrait une trêve fragile.

Parallèlement, en Égypte, un sommet auquel participaient les présidents de plusieurs puissances européennes, des gouvernements arabes et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a sollicité d'Israël le retrait de toutes ses troupes de Gaza. Cyniquement, Sarkozy, le « socialiste » Zapatero et d'autres canailles impérialistes, le gouvernement égyptien qui a maintenu fermé les postes frontaliers tandis que la population de Gaza mourait sous les bombes sionistes, Abbas, un vrai traître à la cause palestinienne, réclamaient ensemble le repli accéléré des troupes israéliennes après plus de 20 jours de dévastation et une fois prise par Israël la décision unilatérale de cesser les bombardements.

Au cours de ce sommet, auquel n'ont pas pris part les représentants des États-Unis ni d'Israël, les gouvernements français et espagnols ont proposé à l'Égypte une couverture de navires de guerre, pour entraver l'arrivée d'armements destinés aux miliciens de Gaza, compte-tenu du refus du gouvernement égyptien de voir se déployer à sa frontière une force militaire internationale.

En fait, les pays impérialistes européens, en alliance avec la bourgeoisie arabe, ont permis le massacre sioniste et sont intervenus en défense de leurs propres intérêts au Proche-Orient, en renforçant son ingérence politique et économique dans la région. Ils essayent aussi de bloquer le réarmement de la résistance palestinienne. Cette politique a été complétée par l'offre de Mahmoud Abbas d'établir un « gouvernement d'unité nationale » à Gaza, impliquant vraisemblablement une plus grande capitulation devant Israël.

ISRAËL EST FONDÉ SUR LA COLONISATION ET PRODUIT INÉVITABLEMENT LA GUERRE

Le « sionisme » est né au 19^e siècle du nationalisme juif. Tout nationalisme utilise des fables pour se légitimer et subordonner la classe ouvrière aux autres classes (bourgeoisie ou petite bourgeoisie). Le sionisme est particulièrement mythique, il propose que tout le « peuple juif » retourne « en sa patrie » de toujours, « Zion » ou « Israël ». En réalité, pendant l'Empire romain, la diaspora commerçante prospère de religion israélite a intégré des convertis (Phéniciens, Carthaginois...) alors que, de nombreux Juifs restés dans la province de Syrie-Palestine se convertirent au paganisme et n'étaient plus considérés comme Juifs. Les conversions au christianisme se multiplièrent au temps de l'Empire byzantin, puis à la religion musulmane au temps de l'Empire ottoman, si bien que de nombreux Palestiniens contemporains ont des ancêtres juifs.

Le nationalisme a longtemps été minoritaire parmi les Juifs d'Europe, parce que ceux-ci ne souhaitaient pas leur séparation mais plutôt leur intégration au capitalisme national contemporain (« Haskala ») ou même participaient à la lutte pour le socialisme, comme en témoigne l'action de Lassalle, Marx, Luxembourg, Zinoviev, Kun, Trotsky... au sein du mouvement ouvrier international.

Le sionisme n'a triomphé que comme sous-produit de la réaction mondiale et des trahisons de la révolution mondiale au 20^e siècle. Fonder leur propre État est apparu alors à de nombreux Juifs comme une solution réaliste, dès lors qu'ils servaient de boucs émissaires au tsarisme, aux monarchistes, aux fascistes.

On peut facilement imaginer ce qui attend les Juifs à compter du déclenchement de la guerre mondiale qui s'annonce. Mais, même si la perspective de la guerre est écartée, le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination des Juifs. (Trotsky, « Lettre à Cannon », 22 décembre 1938, *Œuvres* t.19)

Sans être un pays impérialiste, Israël fait partie intégrante du système impérialiste mondial. La création de l'État d'Israël résulta de la combinaison du projet colonial sioniste et de la stratégie impérialiste en Asie de l'Ouest, en premier lieu celle de la Grande-Bretagne, ensuite celle des États-Unis.

*Le sionisme s'est déjà transformé en un facteur des convulsions politiques de la Russie, comme une influence puissante concurrente des cercles bolcheviques dans le système du communisme international. Rien ne peut être plus significatif que la fureur avec laquelle Trotsky a attaqué les sionistes... sa cruelle tournure d'esprit ne lui laisse aucun doute sur le fait que ses schémas d'un État communiste mondial sous domination juive sont directement entravés et empêchés par ce nouvel idéal, qui canalise les énergies et les espoirs des Juifs du monde entier vers un idéal sioniste qui est plus simple, plus justifié et plus réaliste. La lutte qui commence maintenant entre sionistes et Juifs bolcheviks n'est rien de moins que la lutte pour l'âme du peuple juif. (Churchill, « Sionisme contre bolchevisme », *Sunday Herald*, 8 février 1920)*

Sous le prétexte de l'extermination des Juifs européens par le nazisme, les sionistes, qui n'avaient jamais préconisé la lutte contre le fascisme, ont eu recours, après la Seconde guerre mondiale, au terrorisme contre l'armée anglaise et les habitants arabes de la Palestine (s'y illustrèrent en particulier Shamir, Begin...) et ils ont conquis une grande partie de la Palestine par la violence : plus de 500 villages ont été détruits, 700 000 personnes expulsées (la « Nakba »). L'ONU a ratifié la colonisation en 1948, avec l'approbation des États-Unis qui avaient empêché l'entrée sur leur territoire des réfugiés juifs européens poursuivis par les nazis, de l'État français qui avait aidé les nazis à déplacer les Juifs vers les camps de la mort et de la bureaucratie de l'URSS à l'origine d'une campagne antisémite qui n'a cessé que grâce au décès de Staline.

L'État fondé par les sionistes a transformé une petite partie des juifs du monde en oppresseurs. Il a transformé les habitants arabes de Palestine et ses descendants en citoyens israéliens victimes de l'apartheid ; en habitants de deux ghettos séparés par l'Israël (la minuscule Bande de Gaza et la Cisjordanie), placés sous menace militaire permanente ou en exilés, souvent opprimés dans des camps mal tolérés par les États bourgeois arabes voisins, où ils se font massacrer à un moment ou à un autre par la classe dominante (Liban, Jordanie, Syrie).

Depuis sa création, en 1948, l'armée israélienne a déclenché sept guerres. L'Israël est une société capitaliste connaissant de grandes inégalités, aux caractéristiques militaristes, cléricales et racistes. Israël est le pays du monde qui compte le plus fort budget d'armement par habitant (1 512 dollars par habitant l'année 2000, pour 1 059 aux États-Unis). Il reçoit une aide militaire colossale des États-Unis (comme relais contre toute menace révolutionnaire au Proche Orient) et a été doté d'armes nucléaires avec l'aide de la France (aujourd'hui, de 100 à 200 têtes nucléaires). Israël a construit autour « les Territoires de l'Autorité palestinienne » un mur qui confisque encore plus des terres et entrave l'économie de ces territoires. La confiscation de l'eau et la colonisation se poursuivent à Jérusalem et en Cisjordanie. Chaque année, l'armée d'occupation tue des centaines de Palestiniens, des milliers d'entre eux sont arrêtés, des centaines de milliers sont humiliés.

Toute l'expérience prouve que la coexistence de deux États hypothétiquement égaux (conformément à la résolution 1397 de l'ONU et aux accords d'Oslo) est une supercherie, puisque dans la pratique, l'un des d'eux (Israël) bloque l'économie et la souveraineté de l'autre (les Territoires de l'Autorité palestinienne), ronge son territoire, déplace et enlève ses ressortissants et lui impose des guerres périodiques non déclarées : en 2001, 2002, 2006 et 2008-2009. Israël a également envahi le Liban de 1996 à 2000 et à nouveau en 2006.

Netanyahou, le chef du parti Likoud qui a gagné les élections du 10 février 2009, a jugé comme une erreur le retrait israélien de Gaza, ce qui constitue une menace de reprise de l'offensive militaire. Le nouveau premier ministre exige désormais des représentants palestiniens qu'ils reconnaissent Israël comme « l'État du peuple juif » et non seulement comme un « État juif ». C'est une provocation difficile à accepter, même pour l'OLP et c'est aussi une mystification puisque la majorité des Juifs du monde vivent ailleurs. Netanyahou presse de nouveau le président des États-Unis d'attaquer l'Iran au lieu de permettre la création d'un État palestinien :

Les États-Unis et Israël partagent une histoire et une longue tradition de relations spéciales qui voient comme relevant de sa responsabilité propre des États-Unis l'intervention de Washington assumant la sécurité de l'État juif. Ils ont eu et ont encore des ennemis et objectifs communs dans la région la plus turbulente de la planète. Cette alliance n'est pas en danger et ce par nature. Mais, dans ce cadre de coopération inévitable, Obama et Netanyahu ont été hier incapables de faire des pas concrets dans la même direction pour trouver la solution aux problèmes actuels. Quand Obama parlait des poires, Netanyahu parlait des pommes. Quand Obama disait État palestinien, Netanyahu répondait Iran. Quand Obama parlait de règles, Netanyahu parlait de terrorisme. Quand Obama parlait de la paix, Netanyahu répondait sécurité... Mais Obama, qui au fond n'a pas de désaccord, considère qu'une attaque contre l'Iran ruinerait ses visées, tandis qu'un accord touchant à la question palestinienne les renforcerait. (El Pais, 25 mai 2009)

En effet, le nouveau président américain et le nouveau premier ministre israélien divergent partiellement. Les États-Unis ont maintenant moins besoin d'Israël qu'à l'époque où les nationalistes bourgeois arabes s'appuyaient sur l'URSS et où la révolution débutait en Algérie et en Palestine.

L'ancien gouvernement Olmert-Barak (Parti Travailleiste) a profité des dernières semaines de l'administration Bush pour déchaîner l'opération militaire sanglante à Gaza. Le nouveau gouvernement Netanyahu-Barak (Likoud-Parti Travailleiste), comme les précédents, continue la colonisation, il refuse de restituer le Golan (conquis en 1967) à la Syrie, il désigne l'Iran comme un grave danger. Il revendique en outre tout Jérusalem, il refuse d'accorder un État aux Palestiniens.

Par contre, la nouvelle administration Obama considère que cette politique nuit à la stabilité de la région, au détriment de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie..., et en conséquence menace les intérêts à long terme de

l'impérialisme américain. Les États-Unis agissent afin que la Syrie et l'Iran l'aident à stabiliser l'Irak, ce qui est contradictoire avec la politique du gouvernement israélien.

Dans les pays impérialistes, la presse bourgeoise a généralement condamné l'agression israélienne comme disproportionnée, tandis que les directions syndicales corrompues, les partis issus du stalinisme et les partis sociaux-démocrates, ont soutenu leurs bourgeoisies, les accords d'Oslo et les Résolutions de l'ONU. Pour cette raison, ils ont limité le niveau de leurs protestations contre la dernière agression sioniste.

LA PROTESTATION INTERNATIONALE CONTRE LA DERNIÈRE AGRESSION SIONISTE

La dictature Baas de la Syrie a toujours réprimé le mouvement ouvrier, a interdit l'activité des guérillas palestiniennes en Syrie et a écrasé la résistance palestinienne au Liban en juin 1976. L'Iran et la Syrie ont favorisé l'invasion de l'Irak par les États-Unis. Le gouvernement bourgeois iranien s'est limité à des manifestations et a profité de l'occasion pour durcir la répression contre ses adversaires. Si la Syrie récupère le Golan détenu par Israël depuis la guerre de 1967 et si les États-Unis lèvent les sanctions contre l'Iran, il est probable que les régimes bourgeois de ces pays deviendront moins antisionistes.

Les gouvernements latino-américains de type front populaire (Lula, Tabaré Vázquez, Bachelet) qui se posent comme « progressistes » ou « de gauche » devant les travailleurs de leurs pays respectifs, ou ceux qui ont pour origine les vieux partis d'origine nationaliste bourgeoise (Kirchner), ont aussi couvert le massacre commis par Israël. Ils n'ont pris aucune mesure effective d'appui aux Palestiniens et se sont limités à d'impuissantes lamentations de circonstances. Si Hugo Chavez, président du Venezuela, et Evo Morales, président de la Bolivie, ont expulsé les ambassadeurs israéliens de leurs pays, il s'agit d'une mesure politique sans grande conséquence sur les intérêts matériels concrets de l'État sioniste.

Ces gouvernements n'ont pas la moindre intention de toucher aux intérêts économiques sionistes en dénonçant tous les accords, politiques, économiques, militaires, etc. passés avec Israël, ni de concrétiser aucune mesure réelle d'appui aux Palestiniens : Chavez continue à vendre son pétrole à Israël et le Mercosur (qui regroupe 10 États d'Amérique du sud), maintient ses accords commerciaux avec Israël. Tant en Asie qu'en Amérique latine, l'anti-impérialisme « de façade » se limite tout au plus à des déclarations et des actions impuissantes, non à une lutte réelle. La mise en question réelle du sionisme impliquerait la lutte conséquente contre l'impérialisme.

L'attaque israélienne a provoqué une vague de rejet et d'indignation partout dans le monde, en démontrant que les seuls qui sont du côté des Palestiniens, en soutenant leur résistance héroïque et leur lutte de libération nationale, ce sont les travailleurs et exploités du monde.

Des milliers de citoyens israéliens ont courageusement protesté le 3 janvier à Tel Aviv et à Sakhnin. De nombreux Palestiniens ont manifesté en Cisjordanie, des milliers de travailleurs et d'étudiants sont descendus dans les rues en Egypte, au Yémen, en Jordanie, en Irak, Syrie, au Soudan, au Liban, en Indonésie... également dans les villes les plus importantes d'Amérique du sud, d'Amérique du nord et d'Europe (comme à Vienne, Rome, Paris, Londres, Madrid, Francfort, Stockholm...) où se sont déroulées des mobilisations répudiant l'agression sioniste. À Hong Kong, un millier de personnes ont manifesté.

Mais le Hezbollah s'est limité à des manifestations au Liban et les partis d'origine ouvrière (PSOE, Die Linke, PRC, PCF, et sur le tard le PS en France...), les coalitions (Stop the War, Answer...) et les directions syndicales (UGT, CCOO, CGT, CGIL...) qui convoquaient les manifestations, n'ont pas développé d'actions fondées sur les méthodes d'action de la classe ouvrière, comme la grève des travailleurs des usines d'armement, des ports, des aéroports, des banques, des télécommunications, qui servent à transporter les armes, les munitions, les informations, l'argent des machines de guerre sioniste. Ils se sont bien gardés de lutter pour le renversement des gouvernements complices d'Israël. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien fait pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière comme avant-garde de la lutte pour arrêter l'attaque sioniste, pour le triomphe des masses palestiniennes. Les réformistes se positionnaient comme pacifistes, soutenant l'ONU et leur propre impérialisme, poussant ainsi les jeunes arabes d'Europe et d'Amérique du Nord dans les bras des islamistes réactionnaires.

En outre, certaines bureaucraties syndicales et partis d'origine ouvrière, tels le labour Party et le TUC de Grande-Bretagne, le SPD et le DGB en Allemagne, FO et la CFDT en France, l'AFL-CIO et Unite des États-Unis, la CGT et la CTA en Argentine, le PT et la CUT du Brésil, le PS et la CUT du Chili n'ont pas convoqué une seule manifestation.

Tandis que le peuple palestinien encaissait de brutales attaques, l'ensemble de la classe ouvrière mondiale a souffert des agressions provoquées par la crise capitaliste, avec des millions de licenciements, le chômage et même la faim, avec la complicité des bureaucraties syndicales et des partis réformistes qui trahissent les intérêts des travailleurs sur toute la ligne.

Il n'y a pas eu d'alternative parce que la 4^e Internationale a été détruite au début des années 1950 par l'adaptation de sa direction au stalinisme et au nationalisme bourgeois à la rhétorique plus ou moins socialiste. Ainsi, elle a tourné son orientation vers « la réforme de l'État ouvrier déformé » (qui a remplacé l'orientation traditionnelle de la « révolution politique » des bolchéviques-léninistes depuis 1933) ; elle s'est tournée vers « le front unique anti-impérialiste » (un front avec la bourgeoisie nationale, une ligne réfutée en 1927 par l'écrasement de la révolution chinoise par le Guomindang, ce qui conduisit les en 1933 les bolchéviques-léninistes à adopter la stratégie de la révolution permanente).

L'adaptation des révisionnistes du trotskysme au nationalisme bourgeois est sans fin. Actuellement, tandis que la plupart des épigones de la 4^e Internationale des pays dominés capitulent devant la version islamique du nationalisme bourgeois (PSTU du Brésil et le LIT, MST de l'Argentine, LBI du Brésil, OACL du Liban, PT de l'Algérie, SWP de la Grande-Bretagne, LCR-Kaihoh du Japon), la majorité des organisations pseudo-trotskyistes des pays impérialistes a ratifié de fait la colonisation sioniste (Lutte Ouvrière et la LCR-NPA en France, Socialist Action en Grande-Bretagne, SL aux Etats-Unis...). Les supposées « 4^e Internationales » du pablisme-mandelisme et du lambertisme ont capitulé d'une manière ou d'une autre sur cette question durant les dernières décennies. En particulier, le NPA et LO ont soutenu les résolutions de l'ONU :

Pour ce qui nous concerne, nous sommes pour l'existence d'un État palestinien et ne sommes pas pour la destruction de l'État de l'Israël. (Lutte Ouvrière, 31 janvier 2003)

Les grandes lignes d'un accord un tant soit peu durable sont connues : ceci impliquerait l'évacuation de la plupart des territoires occupés depuis 1967 par l'Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins... (Lutte de Classe, revue de LO, février 2009)

La seule solution est de caractère politique : elle passe par la reconnaissance des droits des palestiniens à disposer d'un État souverain et viable. (LCR, Communiqué, 6 janvier 2009)

La campagne pour les élections européennes sera l'occasion particulière d'exiger des sanctions politiques, économiques, sportives, diplomatiques et culturelles contre Israël, en commençant par la suspension immédiate de l'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël, tant que ce dernier ne s'est pas conformé au droit international et aux résolutions de l'ONU. (NPA, Communiqué, 18 avril 2009)

POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER ET L'UNITÉ D'ACTION EN DÉFENSE DES PALESTINIENS

Il n'y a aucune égalité entre un État qui colonise, qui bloque, qui bombarde, qui envahit et un peuple opprimé qui se défend tant bien que mal. Les révolutionnaires se prononcent pour l'appui à la lutte de libération nationale du peuple palestinien et se rangent dans leur camp. Ils sont pour la victoire militaire de la résistance palestinienne face aux forces sionistes, quelle que soit sa direction majoritaire, hier le Fatah, maintenant le Hamas, sans q fournir un quelconque appui politique à ces partis bourgeois.

Aucune confiance ne peut être accordée à l'ONU qui a reconnu la colonisation depuis 1948, ni aux États-Unis (qui financent et arment Israël), ni à l'Union Européenne (dont les principaux membres arment Israël), ni à l'Égypte, au Qatar, à la Turquie... qui sont des complices d'Israël et soumis eux-mêmes aux États-Unis. Les manifestations de soutien aux Palestiniens ont été violemment réprimées en Jordanie et en Égypte. Plusieurs milliers de citoyens israéliens ont courageusement protesté le 3 janvier à Tel Aviv et en Sakhnin.

Nous appelons les travailleurs, les partis et les syndicats de la classe ouvrière, les organisations de travailleurs sans emploi, les organisations de paysans et d'étudiants, à se mobiliser contre toute nouvelle agression militaire, contre le blocus, contre toute nouvelle colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie, contre l'État sioniste.

Parce que la cause du peuple palestinien est notre cause, ainsi que celle de tous les exploités et opprimés, et aussi parce que la politique de l'impérialisme et de son agent sioniste se fortifiera des défaites palestiniennes dans le monde entier et lui facilitera de nouvelles attaques et d'imposer la barbarie, la faim et l'exploitation. Il est indispensable de réclamer la fin des bombardements et le retrait total et définitif des troupes sionistes de Gaza, de Jérusalem et de Cisjordanie, la fin des assassinats perpétrés par les services secrets, des enlèvements de militants palestiniens et toute autre attaque contre le peuple palestinien, ainsi que la levée du blocus criminel contre Gaza.

Sur cette base, nous appelons à l'unité d'action et à la réalisation de toutes les actions nécessaires comme participations à des réunions, mobilisations, grèves, blocus et sabotages des communications, des armes, des munitions, de l'argent, destinés à l'état sioniste, etc., contre l'oppression nationale, le racisme, la colonisation et les massacres perpétrés par tous les gouvernements israéliens, manifestations et grèves générales contre les gouvernements qui soutiennent Israël.

- Retrait immédiat des troupes israéliennes de la Cisjordanie et de Jérusalem ! Fin du blocus de Gaza et de la Cisjordanie ! Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens en Israël ! Droit au retour des réfugiés !
- Aucune arme, aucune aide militaire à l'Israël ! Rupture de tous les accords militaires avec Israël ! Retrait des troupes impérialistes du Liban et d l'Irak ! Arrêt des menaces impérialistes contre l'Iran et la Syrie ! Front unique prolétarien et unité d'action des combattants anticoloniaux pour toutes les actions, mobilisations et grèves contre toute menace de nouvelles attaques sionistes !

La meilleure aide aux Palestiniens est de lutter pour renverser le gouvernement belliciste d'Israël et les gouvernements qui, aux Etats-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste. Mais ni l'OLP ni Hamas ne peuvent, étant donné leur nature politique, miser sur le camp du prolétariat, encore moins sur celui de la révolution mondiale.

L'IMPASSE DU NATIONALISME ARABE, LAÏQUE ET ISLAMIQUE

Il n'a jamais eu d'État palestinien ni de sentiment national palestinien avant le sionisme. La colonisation et l'oppression des Arabes de « Palestine » par la bourgeoisie israélienne et son État ont créé un problème démocratique. De la même manière que l'antijudaïsme religieux et le racisme antijuif ont créé ensuite la « question juive », la colonisation de la Palestine et l'oppression de ses habitants d'origine ont créé une « question palestinienne ». La bourgeoisie arabe, surtout celle de la Palestine, pouvait difficilement accepter l'occupation, mais elle a prouvé qu'elle était incapable de faire avancer la cause du combat national. Seule la classe ouvrière palestinienne est en conditions de pouvoir résoudre ce problème historique. Mais elle a besoin pour cela de son propre parti.

Compte-tenu des trahisons de la bureaucratie de l'ex-URSS, de la subordination des partis « communistes » à la bourgeoisie locale israélienne (Maki et Rakah), palestinienne (PCP) et du reste des partis staliniens d'Asie de l'Ouest à leur propre bourgeoisie, les travailleurs palestiniens n'ont jamais possédé un parti révolutionnaire et internationaliste capable de combattre sur la ligne de la dictature du prolétariat et ainsi diriger la lutte nationale, établir une alliance de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la paysannerie pauvre de l'ensemble de la région. En Palestine et en Asie de l'Ouest, la classe ouvrière a besoin de son parti, ouvert à tous ceux qui partagent le programme, quelle que soit leur langue ou leur ethnité. Il n'y a pas substitut possible.

Les travailleurs palestiniens ont jusqu'à présent ont été conduits dans l'impasse par des organisations contrôlées par la bourgeoisie (Fatah, Hamas) ou la petite bourgeoisie (FDLP, FPLP), toutes soumises aux États voisins (l'Égypte, l'Iran, l'Irak, la Syrie, l'Arabie, le Koweït...). L'OLP, lors de sa fondation en 1959, avait d'ailleurs affirmé : « la libération de la Palestine passe par la voie de l'unité arabe ».

Pendant les années 1960, la « 4^e Internationale » (Secrétariat unifié), de Mandel, Hansen et Moreno, suivant un alors une ligne guerrillériste, a refusé d'avancer la perspective de la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie sioniste et les bourgeoisies arabes ; elle a propagé le mythe d'une « révolution arabe ». Durant les années 1970, elle a capitulé devant les organisations nationalistes bourgeoises ou prostaliniennes de Palestine qui prêchaient la collaboration de classes et une « étape démocratique ». Il n'y avait, selon le SUQI, pas besoin d'affronter la petite bourgeoisie et le stalinisme contre-révolutionnaire, puisqu'ils étaient capables (comme Castro l'avait prétendument fait à Cuba) de se transformer en marxistes.

L'unité nationale arabe est la tâche centrale de la révolution arabe... La radicalisation de fractions complètes du mouvement nationaliste arabe et leur évolution vers l'adoption du « marxisme »... La coordination des luttes révolutionnaires à l'échelle arabe ne suffit pas, mais doit être complétée par l'unité de programme... les organisations nationalistes petites bourgeoises arabes ont déjà compris la nécessité de cette unité. (Les organisations « de la région arabe » du SU-CI, La Révolution arabe, 1975)

La LIT, qui avait pour origine le SU, se révéla tout aussi opportuniste. Elle affirma que l'OLP représentait toute la nation palestinienne et qu'elle pouvait remplacer un parti ouvrier révolutionnaire :

Notre appel à l'OLP pour qu'elle combatte pour le socialisme se base sur le fait que nous la considérons comme une nation en gestation... Faire de l'OLP une organisation qui rompt avec la bourgeoisie, c'est-à-dire, un État palestinien qui rompt avec les bourgeoisies arabes et pratique la lutte des classes. (Moreno, Polémique sur le Moyen - Orient, septembre 1982)

C'est la reprise du camouflage de la ligne de capitulation de la bureaucratie de l'URSS (et par conséquent de la direction Staline - Boukharine de l'Internationale Communiste) envers le nationalisme bourgeois chinois du Guomindang de 1923 à 1927. Le Guomindang était alors qualifié de représentant de la nation toute entière et en conséquence était censé incarner la lutte nationale, ce qui impliquait la subordination politique du Parti communiste à Chang Kai Chek.

Or, il n'y a pas de nation palestinienne unie et encore moins de nation arabe unie. Il y a une bourgeoisie palestinienne dans les Territoires, en Asie de l'Ouest et dans les pays impérialistes. Par exemple, les 2/3 des 50 familles les plus riches de Jordanie sont d'origine palestinienne. Le Fatah ou le Hamas sont tous deux des expressions politiques de cette classe bourgeoise palestinienne qui les finance (ainsi que les États bourgeois de la région). Certes, la bourgeoisie palestinienne est hostile à la bourgeoisie israélienne, qui lui a volé largement son territoire, mais elle est plus hostile encore à la mobilisation révolutionnaire des masses et aux répercussions inévitables dans la propriété privée qu'elle impliquerait.

La petite bourgeoisie est incapable de tracer une voie distincte de celles des deux classes principales de la société capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat. Les organisations qui exprimaient le mécontentement des médecins, des ingénieurs, des professeurs, des étudiants, etc. face au Fatah, comme le FPLP et sa scission le FDLP, se sont, à chaque étape, subordonnées à la bourgeoisie palestinienne sous la pression des défuntes bureaucraties de la Chine et de l'URSS et des gouvernements dits « progressistes » de la région. Malgré leurs références au marxisme, d'ailleurs plus marquée durant les années 1970 que de nos jours, leur idéologie n'a jamais été surmonté le menchevisme-stalinisme et les nationalistes « radicaux » ont toujours choisi « l'unité palestinienne », « l'unité arabe » contre l'unité de la classe ouvrière de la région et du monde.

Quand la Palestine est devenue un foyer révolutionnaire à la fin des années 1960, toutes les composantes de l'OLP se sont fourvoyées sur la voie de la guérilla contre l'armée sioniste, avec l'appui de la Chine, du Cuba (et de la « 4^e

Internationale »), aboutissant au début des années 1970 (sauf le FDLP) au détournement d'avions et au même à l'assassinat de sportifs israéliens... L'OLP refusait en même temps de combattre pour le renversement révolutionnaire des régimes arabes voisins, tous partisans du capitalisme et ennemis de la classe ouvrière.

Le résultat en a été que les troupes de la monarchie de la Jordanie, avec l'appui de Nasser (1970), les bandes chrétiennes fascistes du Liban (1975, 1982) et la soldatesque du régime Baas syrien (1976, 1983, 1985), ont tour à tour écrasé les combattants palestiniens et détruit des camps de réfugiés.

Au début des années 1970, Brejnev invita le Fatah et le FPLP à Moscou. Le Kremlin fixa les objectifs de la résistance palestinienne, à savoir le renoncement « aux actions terroristes » (la guérilla internationale), la collaboration avec les « gouvernements arabes progressistes », la séparation de la Palestine et la reconnaissance d'Israël.

L'incapacité de la bourgeoisie nationale (et de la petite bourgeoisie), la pression de la bureaucratie de l'URSS et de tous les États bourgeois arabes, les défaites sanglantes infligées par plusieurs États arabes (y compris les « gouvernements progressistes »), ont conduit les organisations nationalistes, plus ou moins laïques, à accepter la thèse « des deux États » comme une « étape intermédiaire » vers la Palestine unique. Le premier a été Nayef Hawatmeh du FDLP, l'une des deux organisations les plus liées à l'URSS et la Chine, en août 1973. Il a été suivi par Georges Habache du FPLP en mai 1974. Cette position a été officiellement adoptée par toute l'OLP en juin 1974, lors du 12^e Conseil national palestinien. En échange, l'Assemblée Générale de l'ONU a reconnu l'OLP comme observateur en son sein en 1974.

Quand les masses palestiniennes, y compris les femmes et les jeunes, se soulevèrent spontanément en décembre 1987 (« Intifada »), l'OLP, au lieu d'armer les masses et de se tourner vers les travailleurs l'Égypte et de Jordanie, s'est compromise en reconnaissant Israël. Elle y fut poussée par la bureaucratie de l'URSS, qui multipliait alors les concessions aux États-Unis :

Pendant une réunion au Kremlin avec Yasser Arafat, le Président de l'Organisation pour la libération de la Palestine, M. Gorbatchev a mentionné les droits d'Israël à plusieurs reprises dans les termes suivants, selon l'Agence Tass : « le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination dans la même mesure que le peuple d'Israël ». (The New York Times, 11 avril 1988)

En novembre 1988, lors de la 19^e CNP, l'OLP déclara l'indépendance de la Palestine, « au nom de Dieu et du peuple palestinien », et accepta la résolution 242 de l'ONU (malgré l'opposition du FPLP). Quand l'OLP refusa de condamner l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, les monarchies du Golfe cessèrent de la financer et remirent désormais leur argent - comme l'Irak - au Jihad et au Hamas. Les ressources de l'OLP passèrent brutalement de 300 millions de dollars en 1989 à 100 millions en 1992.

L'impérialisme a tiré profit des défaites successives des Palestiniens provoquées par la direction bourgeoise d'Arafat, de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine par Eltsine et Deng. Les États-Unis, les autres puissances impérialistes et le régime égyptien de Moubarak, ont exigé la reconnaissance officielle d'Israël. En 1993, en échange d'un pseudo-État, Arafat et le Fatah ont capitulé devant eux pour renoncer ensuite à la « charte palestinienne » de 1996. Le FPLP et le FDLP sont restés membres de l'OLP avec le Fatah, après cette trahison historique.

Mais Sharon accusait Arafat de refuser à condamner la lutte armée. Malgré la signature des accords d'Oslo, l'armée israélienne a envahi la Cisjordanie en mars 2002, a détruit le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah et a maintenu Arafat prisonnier jusqu'à son agonie. L'Israël a continué la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, a poursuivi l'étranglement de l'économie des « territoires » accordés à l'Autorité palestinienne et a recouru à l'assassinat des cadres de la résistance, laïques et islamistes. Au décès d'Arafat, le Fatah et l'Autorité palestinienne sont apparus pour ce qu'ils sont, corrompus et mafieux. Ainsi s'explique la progression du Hamas (ex - Frères Musulmans), un parti de bigots, le seul parti palestinien qui ne compte aucune femme dans sa direction, ni de chrétien parmi ses membres. Un parti clairement capitaliste, comme le Fatah :

L'analyse économique du Hamas et de son programme national ne mettent aucunement en cause l'économie de marché (...) contrairement à la gauche palestinienne dont l'analyse est très imprégnée de socialisme. (Hroub, Le Hamas, Demopolis, 2008, p. 105)

En outre, c'est un parti clérical :

Le Mouvement de la résistance islamique considère que la terre de la Palestine est une terre islamique pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer totalement ou partiellement, de s'en écarter totalement ou partiellement. (Hamas, Charte Constitutive, 1988, article 11)

La guerre sainte est notre guide. (Hamas, Mémoire, 1993)

Comme tous les antisémites, le Hamas explique l'histoire par un prétendu complot juif :

Avec leur argent, ils ont attisés des révolutions dans les différentes parties du monde pour atteindre leurs fins et récolter leurs fruits. Ils ont été derrière la Révolution française, la révolution communiste et derrière la majorité des révolutions que nous avons connu, ici et là. (Hamas, Charte constitutive, 1988, art. 22)

Une fois qu'ils ont digéré la région qu'ils ont occupé, ils aspirent à une nouvelle expansion, et ainsi de suite. Leur plan est annoncé dans les Protocoles des Sages de Sion, et son contenu est actuellement la meilleure preuve de ce que nous disons. (art. 28)

Le cléricalisme musulman a joué un rôle criminel et sanglant dans la partition de l'Inde en 1947. Durant les années suivantes, il a été partout une force supplétive de l'impérialisme américain contre les régimes nationalistes qui essayaient de se défaire de la pression impérialiste et de développer leur économie capitaliste : les bandes armées islamistes ont fourni des collaborateurs à la CIA en Iran en 1953, en Irak en 1958, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979.

De même, le Hamas a été pendant des années favorisé par le sionisme pour faire face à l'OLP. Quand Israël occupait Gaza durant les années soixante-dix, Sharon (le responsable du massacre des réfugiés des camps de Sabra et de Chatila) a financé la construction de mosquées pour les Frères Musulmans d'Ahmed Yassine.

*Les autorités israéliennes, dont l'armée occupe Gaza depuis 1967, voyaient d'un bon œil l'activité de ces islamistes qui passaient une bonne partie de leur temps à résister à l'influence du Fatah et des organisations gauchistes dans les universités. En 1978, l'administration militaire a officiellement enregistré le Groupement Islamique et a y compris construit ses locaux dans le centre de la ville de Gaza. Il n'a mis aucun obstacle à l'arrivée de fonds venus de Jordanie ou du Golfe pour financer leurs institutions sociales et religieuses. Pour l'armée d'occupation, les islamistes ne constituaient pas une menace, puisqu'ils contribuaient à diviser la société palestinienne, comme l'a illustré le 7 janvier 1980 l'attaque des locaux du Croissant rouge pour essayer d'expulser son directeur, Hayder Abdel Shafi, militant clandestin du Parti communiste. (François, « Le Hamas en Palestine », Charillon et Rougier, *Le Moyen-Orient en crise*, La Documentation française, 2006, p. 175)*

L'usure du nationalisme bourgeois dans les pays dominés, la capacité du clergé à prendre la tête des masses iraniennes en 1979 pour contenir et écraser la révolution, l'effondrement de l'URSS, ont donné aux mouvements politiques islamistes une autorité croissante.

Le Hamas, est toujours financé par les capitalistes des monarchies du Koweït et de l'Arabie Saoudite, deux alliés des États-Unis, des régimes oppresseurs des femmes, exploitant sans vergogne les travailleurs immigrés (entre autres, des prolétaires palestiniens) et par le régime capitaliste et clérical de l'Iran qui a soutenu l'intervention impérialiste en Irak, qui écrase ses propres minorités nationales (dont les Kurdes), qui réprime les grèves ouvrières et propage l'antisémitisme.

Si le Fatah a, officiellement, reconnu l'État d'Israël, le Hamas en a fait autant, mais officieusement :

Le Hamas accepte l'existence de l'État d'Israël, mais ne le reconnaîtra pas officiellement tant qu'État palestinien ne sera pas établi en Cisjordanie et à Gaza, selon son dirigeant à Damas, Khaled Meshaal. Ahmed Yusuf, un conseiller de Monsieur Haniyeh, affirme que la Hamas reconnaît de fait l'existence d'Israël mais ne va pas le reconnaître officiellement. « Israël est là, il est membre de l'ONU et nous ne nions pas son existence. Mais nous avons aussi des droits et une terre qui ont été usurpés et tant que ce n'est pas abordé, nous refuserons la reconnaissance ». (The Guardian, 10 janvier 2007)

Khaled Mashal a déclaré : « En tant que Palestinien d'aujourd'hui, je parle d'une exigence palestinienne et arabe d'un État dans les frontières de 1967. Il est vrai que, en pratique, cela entraîne qu'il y aura une entité ou un État appelé Israël sur le reste de la Palestine. C'est une réalité, mais je refuse d'en traiter en termes de reconnaissance ou d'admission. » (The Independent, 11 janvier 2007)

Désormais, la seule organisation qui rejette toute colonisation sioniste en Palestine est le FPLP qui figure sur la liste américaine « des organisations terroristes », avec le Hamas et le Jihad. Le Hamas suit le chemin du Fatah qui a accepté, à partir de 1974, un État palestinien aux frontières de 1967. Mais ceci n'est pas suffisant pour Israël parce que le Hamas ne prononce pas formellement une reconnaissance officielle et de plus, continue la lutte armée.

Le Hamas est la seule organisation qui n'appartient pas à l'OLP discréditée. Jusqu'à présent, il ne négocie pas avec Israël et justifie toujours la lutte armée, ce qui est légitime. Grâce à cela et à son réseau d'organismes de charité financé par le régime clérical d'Iran et les capitalistes d'Arabie Saoudite, le Hamas a gagné en 2006 les élections pour le gouvernement de l'Autorité palestinienne. Le Hamas a triomphé avec 42,9% des suffrages ; le Fatah, discrédité par sa collaboration avec le sionisme et par la récession économique provoquée par Israël, a obtenu 39,8 %, le FPLP 4,1 % et la coalition FDLP - PPP (ex PCP) 2,8 %.

Immédiatement, le gouvernement du Hamas a accepté « la loi fondamentale modifiée en 2003 », qui découle des accords d'Oslo. Il a alors subi la pression des États-Unis et de l'Union Européenne, qui ont suspendu les crédits d'aide économique, pour affamer le pays, obtenir le désarmement du Hamas et son expulsion du gouvernement.

Le Hamas n'a jamais étendu ses attentats au principal appui impérialiste de l'Israël. Il a toujours soigné ses relations avec les États-Unis, en misant sur son argent et sur sa pression sur Israël :

L'administration américaine, au lieu de menacer les Palestiniens d'un boycott et de supprimer ses aides, devrait tenir ses promesses en aidant à la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. (Haniyeh, Discours inaugural du Premier Ministre devant le Parlement palestinien, 27 mars 2006)

Malgré tout, Bush a renforcé la garde présidentielle d'Abbas. Après 6 mois de confrontations entre les deux ailes de la bourgeoisie palestinienne, sous la pression des États bourgeois arabes, en particulier du Roi Abdallah d'Arabie, le Hamas a donné en mars 2007 son accord à la formation d'un gouvernement d'union nationale avec le Fatah. Ce gouvernement Fatah - Hamas s'est immédiatement engagé à respecter les accords signés par l'OLP et l'Israël.

Voici presque deux ans, à la Mecque, les deux organisations signèrent bien un accord, qui fut de courte durée. Le Hamas, entre autres, accepta de respecter les accords signés par l'OLP, qui incluaient une acceptation d'Israël par le biais d'une solution de deux États... (The Economist, 14 février 2009)

Toutefois, l'Union Européenne, le principal financier des Territoires, refusa de subventionner un gouvernement d'union nationale qu'Israël ne reconnaissait pas, accusant Abbas d'avoir accepté l'accord sans exiger la reconnaissance préalable d'Israël et la fin des actions armées.

En mai 2007, les affrontements internes reprirent. Au début de juin, Hamas prit le pouvoir dans la bande de Gaza (au prix de 116 morts et 550 blessés), si bien qu'Abbas rejeta le gouvernement d'unité. Désormais, coexistent deux gouvernements palestiniens : celui de Haniyeh (Hamas) à Gaza, celui de Fayyad (Fatah) en Cisjordanie.

Le Hamas a profité de la dernière agression israélienne pour attaquer des militants du FPLP à Gaza :

En ces moments où notre peuple fait face à la cruelle agression sioniste et aspire à l'unité des forces palestiniennes pour opposer un front uni face à l'occupation sioniste et répondre aux défis auxquels est confronté le projet d'unité nationale palestinienne, les forces de sécurité du Hamas continuent de mener des actions répressives illégales contre les citoyens palestiniens, et en particulier contre les membres du Front : enlèvements, coups violents, tirs dans les jambes, exécutions, et ceci sans un minimum de respect des procédures légales. (FPLP, Communiqué, 30 janvier 2009)

Malgré la valeur de leurs membres et la popularité de leur cause, toutes les organisations nationalistes palestiniennes se sont toujours révélées incapables de mobiliser les travailleurs libanais, jordaniens, syriens, égyptiens... contre l'armée sioniste et contre ses complices, les régimes arabes, pour libérer la Palestine.

La seule organisation palestinienne qui a cherché une alliance avec les travailleurs et les étudiants juifs hostiles au colonialisme a été le FDLP, très minoritaire. Toutes les autres composantes de la résistance ont été incapables de s'unir aux travailleurs israéliens et son aile islamiste est même antisémite. De la provocation de Sharon en 2000 jusqu'à la victoire électorale du Hamas en 2006, les milices du Hamas, du Jihad, du Fatah et du FPLP ont eu recours à des attentats suicides contre la population civile juive, au lieu d'armer la population palestinienne contre les persécutions des colons fascistes et les incursions de l'armée sioniste. Les roquettes lancées par le Hamas et par le Jihad depuis Gaza tombent sur la population civile de d'Israël (Juifs et Arabes) puisque leur objectif politique est d'exercer une pression sur le gouvernement israélien.

Dès l'officialisation de la colonisation par l'ONU, la 4^e Internationale avait dénoncé les dangers que présentait le cléricalisme palestinien, représenté alors par le mufti de Jérusalem, Al-Husseini, un personnage qui s'était allié à Hitler en 1941 :

Le caractère criminel du sionisme apparaît clairement dans le fait, que grâce à son rôle réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante sont dirigés contre la population juive et non directement contre l'impérialisme. Les très réactionnaires chefs du Comité arabe pour la Palestine ont ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs qui sont des victimes de la politique sioniste. (« Division de la Palestine », Quatrième Internationale, novembre 1947)

Aussi bien le Fatah d'Abbas que le Hamas de Mechaal sont incapables de s'adresser aux travailleurs juifs, ni même aux travailleurs arabes, perses, turcs et kurdes de la région, car ils sont tous deux défenseurs de la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires immobiliers. Le Fatah déclare l'unité de tous les Arabes, le Hamas y ajoute l'unité de tous les musulmans, alors que les bourgeoisies arabes et musulmanes sont subordonnées à l'impérialisme, donc réduites à l'impuissance devant l'État sioniste, qui est son expression locale.

POUR UNE PALESTINE UNIFIÉE, LAÏQUE, MULTIETHNIQUE, POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE AU PROCHE-ORIENT

Pour que les travailleurs hébreux puissent développer leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie, pour qu'ils puissent effectuer l'unité avec les travailleurs arabes d'Israël, pour qu'ils s'érigent en classe, ils doivent rompre avec le colonialisme sioniste et reconnaître les droits des Palestiniens.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Palestiniens passe par la destruction de l'État sioniste. La fin des guerres, du racisme, le droit pour tous les réfugiés, l'égalité de droits pour tous ceux qui veulent vivre en Palestine, Juifs et Arabes, hommes et femmes, chrétiens, israélites, musulmans et athées, passe par l'instauration d'une Palestine laïque et multiethnique sur l'ensemble du territoire de la Palestine.

Cette Palestine ne pourra naître seulement sous la forme d'un État des ouvriers et des paysans, parce que la seule classe capable d'effectuer cette tâche historique est le prolétariat, parce que la seule méthode possible est celle de la révolution socialiste et la seule perspective viable pour une telle Palestine est la création de la Fédération socialiste du Proche-Orient.

C'est pourquoi il est nécessaire que les travailleuses, les travailleurs et les jeunes arabes de Palestine occupée et des « Territoires », rompent avec le Fatah et le Hamas, qui les ont trahis et les trahiront davantage, qu'ils s'emploient à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Un tel parti permettra à la classe ouvrière palestinienne de prendre la tête de la lutte nationale, d'attirer les travailleuses et les travailleurs hébreux qui rejettent le sionisme, de nouer des liens pour une Internationale

ouvrière révolutionnaire, avec les travailleuses et les travailleurs d'Egypte, de Syrie, de Jordanie, de Turquie, de d'Iran, d'Irak, et aussi avec ceux de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, d'Allemagne, de France, de Grèce, d'Italie, d'Espagne..., pour ouvrir la voie à la révolution socialiste, pour paralyser l'impérialisme et le démolir.

- Vive la résistance du peuple palestinien et sa lutte pour sa libération nationale !
- Destruction de l'État colonial sioniste !
- Pour la Palestine socialiste, ouvrière et paysanne, au sein d'une fédération socialiste du Proche-Orient !
- Pour un parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, arabe et juif, section du parti mondial de la révolution socialiste qui dirigera la révolution socialiste !
- Prolétaires de toute l'Asie de l'Ouest et de tous les pays arabes, unissez-vous !

30 juillet 2009

Collectif Révolution Permanente (Autriche, France, Pérou)
Organização Pelo Partido Operário Marxista (Brésil)
Partido de la Revolución Socialista (Argentine)